



Infos Gaza 906

Semaine du 15 au 21 Février 2018

Au cours de la période considérée, les forces israéliennes ont tué trois civils palestiniens, dont deux enfants, dans la bande de Gaza. Ils ont également blessé 56 autres personnes, dont 18 enfants, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Dans la bande de Gaza également, les forces israéliennes ont continué à chasser les pêcheurs palestiniens, à cibler les zones frontalières et à mener des frappes aériennes contre des sites appartenant aux groupes armés palestiniens et des terres agricoles vacantes.

Dans la bande de Gaza, samedi après-midi, le 17 février 2018, les forces israéliennes ont tué deux enfants palestiniens et en ont blessé deux autres après que les forces israéliennes eurent tiré des obus d'artillerie sur eux barrière frontalière avec Israël dans le village d'al-Shokah, à l'est de la ville de Rafah. Les enquêtes menées par le PCHR soulignent que le bombardement viole le principe de distinction et de nécessité militaire, et que l'usage de la force est injustifiable, notamment que les deux enfants tués et les autres blessés ne sont que des civils non armés qui ne mettent pas en danger la vie. des soldats israéliens.

Mercredi matin 21 février 2018, des sources officielles du ministère palestinien de la Santé ont déclaré qu'Ahmed Abu Helou (19 ans) avait succombé à ses blessures après avoir reçu une balle dans la tête lors d'une manifestation organisée à l'est d'Al Bureij dans le centre de la bande de Gaza. le 16 février 2018 et a qualifié ses blessures de graves.

Les forces israéliennes ont tiré des obus d'artillerie sur une tour de guet appartenant aux Brigades al-Quds (aile militaire de la ville), en plus du meurtre de deux enfants et de deux autres blessés. Mouvement du Jihad islamique.) La tour de guet se trouve à 300 mètres à l'ouest de la barrière frontalière entre la bande de Gaza et Israël, à l'est de Khan Younis dans le sud de la bande de Gaza. Le même jour, les forces israéliennes ont tiré un obus d'artillerie sur un point de contrôle appartenant aux Brigades al-Qassam (branche militaire du Mouvement du Hamas). Le point de contrôle se trouve dans une zone située à l'est de la région d'al-Burah, au nord-est de Beit Hanoun, au nord de la bande de Gaza et à 800 mètres de la barrière frontalière. Bien qu'aucune victime n'ait été signalée, les civils vivant près des sites ont paniqué.

Le 19 février 2018, les forces israéliennes ont ouvert le feu sur des terres agricoles palestiniennes, à l'est d'Al-Bureij et dans le village de Gaza Valley. Cependant, aucune victime n'a été signalée.

En outre, 21 civils palestiniens ont été blessés, dont 5 enfants, après que les forces israéliennes eurent tiré des balles et des cartouches lacrymogènes pendant les manifestations où les manifestants ont lancé des pierres sur les soldats stationnés le long de la frontière entre la bande de Gaza et Israël. Ces manifestations sont organisées pour protester contre la décision du président américain de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et contre la fermeture imposée à la bande de Gaza pour la onzième année.

Dans le cadre du ciblage des pêcheurs en mer, les forces israéliennes ont continué d'intensifier leurs attaques contre les pêcheurs en mer, indiquant la politique israélienne en cours visant à cibler leurs moyens de subsistance. Le 21 février 2018, un pêcheur a été touché à la tête par une balle de métal recouverte de caoutchouc lorsque les canonnières israéliennes ont ouvert le feu sur les bateaux de pêche naviguant à moins de 3 milles marins à l'ouest de Beit Lahia. En plus de cela, le PCHR a surveillé 11 autres incidents; 6 dans le nord-ouest de Beit Lahia et 5 autres dans l'ouest de Soudaniyah, à l'ouest de Jabalia.

Dans le cadre des frappes aériennes, les avions de guerre israéliens ont mené des frappes aériennes contre des sites d'entraînement militaire et des points de contrôle appartenant aux groupes armés palestiniens et des terres agricoles vacantes. Les agents de terrain du PCHR ont surveillé que les avions de combat israéliens ont lancé 21 missiles entre le 17 et le 19 février 2018.

Infos Gaza 906 bis

À Gaza, il n'y a plus d'argent pour faire tourner l'économie

Le siège israélien, les coupes dans l'aide américaine et les querelles incessantes entre l'Autorité palestinienne et le Hamas ont paralysé l'économie de Gaza, déjà sous tension

Pour toute nourriture, la famille Abou Rayyash a reçu de la farine (MEE/Mohammed Asad)
Au début de chaque uzouza Abou Rayyash a l'habitude de faire ses courses au supermarché près de chez elle, dans le quartier Cheikh Radwan de Gaza.

Mais, ce mois-ci, elle a dû annuler son rituel, le Programme alimentaire mondial (PAM) ayant arrêté de distribuer des bons alimentaires à 60 000 bénéficiaires à Gaza, dont la famille d'Abou Rayyash.

Avec le bon de 20 dollars (16 euros) qu'elle percevait, elle achetait de l'huile de cuisine et du lait. Selon Abou Rayyash, sa famille de sept personnes recevra maintenant des vivres. Or, jusqu'à présent, ils n'ont reçu que de la farine. « Pourquoi mes enfants devraient-ils être victimes de la politique ? » demande-t-elle. « Nous n'avons que deux options : soit réduire le



nombre de nos employés, soit fermer nos ateliers et attendre la prison »

Muzouza Abou Rayyash manifeste devant le siège du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) début 2018 (MEE/Mohammed Asad)

Les réductions du PAM – annoncées pour la première fois en octobre et motivées par un déficit budgétaire – sont intervenues quelques semaines après la décision des

États-Unis de couper l'aide de 65 millions de dollars attribuée à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), en plus de leur refus de verser 45 millions de dollars d'aide alimentaire aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, promis suite à un appel d'urgence lancé par l'UNRWA.



Ces événements n'ont fait qu'aggraver les difficultés à Gaza, où onze ans de blocus israélien ont laissé près de deux millions de personnes coincées sur la bande sans accès aux services de première nécessité, et dont la moitié dépend de l'aide humanitaire, selon Oxfam.

D'autre part, un accord entre l'Autorité palestinienne (AP) et le Hamas, négocié en Égypte en septembre dernier, était censé soulager la situation, mais l'AP n'a pas encore levé ses sanctions.

Toutes ces mesures amènent de nombreuses personnes à se demander si, après avoir averti depuis des années de l'imminence du désastre, Gaza ne se trouve pas maintenant au bord de l'effondrement économique complet.

En début de semaine, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a qualifié la bande de Gaza d'« urgence humanitaire permanente », et déclaré que l'ONU avait prédit que l'enclave deviendrait invivable en 2020, « à moins que des mesures concrètes ne soient prises pour améliorer infrastructures et services de base ».

Protestations croissantes

Au cours des dernières semaines, des centaines de Gazaouis – employés de l'ONU, routiers et commerçants – ont manifesté contre les difficultés croissantes auxquelles ils sont confrontés. « La situation économique à Gaza est au bord de l'effondrement. Tous les indicateurs économiques sont au rouge » avertit Maher al-Tabbaa, directeur de la Chambre de commerce de Gaza, lors d'un entretien avec *Middle East Eye* cette semaine.

Sur les plus de deux millions d'habitants que compte Gaza, 46 % sont actuellement au chômage, et 65 % d'entre eux vivent avec moins de 1,90 dollar (1,50 euro) par jour.

Murjan Abou Aser était l'un des 150 routiers à avoir protesté lundi contre la dégradation de la situation à Gaza – qui a entraîné une forte baisse du nombre des cargaisons transportées via Kerem Shalom, seul passage commercial de la bande de Gaza.

« J'ai un camion qui vaut environ 100 000 dollars [80 000 euros]. Je me demande bien comment je vais payer mes traites », s'inquiète Abou Aser. « J'ai une famille, sept bouches à nourrir. J'espère donc qu'on retrouvera bientôt la même situation qu'à l'époque du Hamas [avant que le groupe dissolve son contrôle de Gaza en septembre] ».

« Nous sommes bosseurs et n'avons aucune affiliation politique », affirme Nahed Shouhibar, propriétaire d'une entreprise de transport privée. « Ma compagnie faisait douze déplacements par jour. Maintenant, nous ne transportons plus que trois cargaisons par mois ».

« Nous payons aux autorités du Hamas une taxe de transfert de 725 dollars [590 euros] par camion. Aujourd'hui, nous devons leur régler quatre fois plus. »

Le nombre de camions de ravitaillement passant chaque semaine d'Israël à la bande de Gaza a récemment chuté, passant d'une moyenne de 900 à environ 300, en raison du faible pouvoir d'achat des consommateurs gazaouis. Chaque chauffeur n'a que trois expéditions à faire par mois, indique Murjan.



Magasins sans clients

Cette semaine, vers midi, généralement l'heure la plus active de la journée, la zone commerciale Rimal de Gaza est à moitié vide. Pour attirer les clients, de nombreuses vitrines de magasins annoncent des rabais importants et des soldes d'hiver. Certains d'entre eux ont cassé les prix jusqu'à 40 %. Mais Nabil Shourrab, 44 ans, gérant d'une boutique de vêtements importés de Turquie et de Chine, déplore que malgré leurs ventes, les magasins n'ont plus assez d'argent pour réapprovisionner les stocks. Shourrab explique que ses collègues, au lieu de gérer leurs boutiques, passent leur journée à la banque à rembourser des emprunts pour échapper à la

prison. « Nous n'avons que deux options : soit réduire le nombre de nos employés, soit fermer nos ateliers et attendre la prison. » Si les commerçants ressentent les effets de cette baisse d'activité, explique Al-Tabba, directeur de la Chambre de commerce de Gaza, c'est en partie parce que les fonctionnaires gouvernementaux ne sont plus payés depuis l'année dernière. L'Autorité palestinienne a coupé leurs salaires, ce qui équivaut à 20 millions de dollars (16 millions d'euros) par mois.

Mais Ahmad Majdalani, membre du comité exécutif de l'OLP et proche conseiller du président palestinien Mahmoud Abbas, refuse de qualifier les mesures de l'AP de « punitives ».

« L'autorité impose légalement des taxes, contrairement au Hamas, qui imposait des impôts selon son bon plaisir. Mais le Hamas contrôle toujours la bande de Gaza et refuse de remettre les clés au gouvernement actuel », souligne-t-il.

Un vendeur palestinien dans son magasin de Rafah, au sud de la bande de Gaza (AFP)

Le mois dernier, des commerçants de Gaza ont déclenché une grève générale et baissé le rideau de leurs magasins pour protester contre les conditions de vie.

Contrairement aux grèves précédentes, Al-Tabbaa remarque que la manifestation a rassemblé un grand nombre de personnes, ce qu'il attribue à la crainte d'« un avenir sombre qui pourrait aggraver une situation sociale et politique déjà troublée ».

Mohammed Asad 12 Février 2018



MIDDLE EAST EYE
édition française